



La France en danger

C'est un séisme de grande amplitude qui vient de secouer notre pays. L'impensable est arrivé. On peut le comprendre quand la droite classique fait la campagne de l'extrême droite en poussant en avant l'insécurité ; mais aussi, quand la France des quartiers populaires et celle des français en difficulté, se sentant abandonnée par la gauche gouvernementale, se tourne vers les extrêmes et l'abstention. Cette forme de sanction a un coût dramatique quand elle met en danger la démocratie.

Nous aurons donc à choisir le Président de la République entre Chirac et Le Pen alors que nous pensons nous rassembler autour d'un homme intègre et indiscutable sur le plan de la morale politique, porteur de nos valeurs.

Le Pen a fait de la haine, de la peur et de la xénophobie son fond de commerce. Il manifeste depuis des années des thèses extrêmes, dangereuses pour la démocratie.



Chirac, malgré ses défauts d'homme versatile, inconsistant, peu fiable même pour ses amis, voire affairiste, est républicain.

La priorité absolue est de barrer la route au candidat de l'extrême droite. Le seul vote actif et républicain, c'est donc le vote Chirac ; il n'y a pas d'autres choix.

Après avoir défendu les acquis républicains, notre prochain combat est celui des législatives. Nous devons porter à l'Assemblée Nationale, une gauche renouvelée et forte. C'est la seule solution contre une tentation de rapprochement entre la droite et l'extrême droite. L'exemple de ce qui se passe actuellement en Italie est révélateur de telles dérives.

La gravité de la situation politique implique d'éviter l'éparpillement des candidatures. Il faut que la grande famille des Républicains de gauche se rassemble et parte au combat d'un même élan.

Mobilisons-nous dès maintenant !

Préparons le renouvellement et le succès de la gauche aux législatives !

Participons, toutes générations confondues, aux manifestations contre le Front national !

La sécurité publique : un engagement de chaque citoyen.

Meydia a organisé un débat public sur le thème "Incivilités, sentiment d'insécurité, violences". Sur ce sujet sensible, objet d'une forte couverture médiatique, il nous paraissait important de comprendre ce qui nous arrive pour mieux agir.

Nous avons reçu le sociologue Hugues Lagrange, chercheur au CNRS et auteur de "De l'Affrontement à l'Esquive, violence, délinquance et usage de la drogue". Pour compléter cette vision, nous avons d'autres témoignages : le juge pour enfants Marcel Klajnberg, le Capitaine de Gendarmerie Le Bianic, l'avocate Pascale Griffaton et Gilbert Berlioz, consultant sécurité auprès des collectivités.

Devant une assistance nombreuse et intéressée, Hugues Lagrange a exposé le sujet en faisant tout d'abord un rappel historique, indispensable selon lui pour mieux comprendre la situation actuelle. Il analyse l'évolution des vols et des violences en 3 périodes dont la dernière se situe de 1998 à nos jours.

Durant ces dernières années, on constate une très forte augmentation des vols et de la violence aux

personnes, notamment ceux mettant en cause des mineurs (4400 cas en 1992 à plus de 11 000 en 1998).

Depuis les années 1980, la formidable montée du chômage des jeunes non diplômés, concentrés dans des quartiers à la périphérie des villes, a fait naître une délinquance d'exclusion.

Malgré les politiques de la ville, on n'a pas trouvé de solutions à ce mal-être social qui résulte de la disparition du lien social.

Face à cette délinquance, les réponses ont évolué. Depuis les années 1990, on constate une accélération des procédures de "traitement en temps réel". Et parallèlement, on constate que le mouvement d'insertion des jeunes est en panne.

Une partie de la réponse est certainement dans l'éducation : une éducation qui définit les règles de vie en société, nomme les transgressions et inclut une dimension de sanction.

En conclusion Hugues Lagrange fait appel à la responsabilité de chacun : "Il est important que des associations comme MeyDIA aident les citoyens à prendre leur part dans la lutte contre la délinquance. Il ne faut pas tout attendre des spécialistes.

"C'est à chacun de travailler à son niveau pour faire renaître le lien social".

Israël - Palestine

Des témoins grenoblois ont vu en Palestine l'arrachage des champs d'oliviers. Au-delà de la production, c'est le symbole de la paix qui est arraché.

Où se posera la colombe de la paix si tous les oliviers sont arrachés ?

Un drame se déroule à nos portes et nous sommes bien impuissants pour y apporter une réponse. Et pourtant ici comme là bas, le temps est venu de faire la PAIX, ni en étant pro, ni en étant anti, mais en étant pour la PAIX dans le respect et la dignité de chaque pays.

La PAIX doit se construire sans oublier l'histoire :

- mettre des mots sur la souffrance de la Shoa, en parler mais ne pas accepter qu'elle soit utilisée*et qu'elle devienne justificative
- ne pas ignorer que des Palestiniens vivent depuis plus de 50 années dans des camps, avec une terre sans cesse remise en question

La peur et la terreur meurtrissent de plus en plus les populations palestiniennes et israéliennes qui ont droit chacune à vivre en paix dans des états reconnus. Il n'existe aucune solution militaire au conflit. Pour construire la Paix, l'humiliation du peuple palestinien doit cesser, l'existence de l'Etat d'Israël doit être acceptée par tous.

Le droit international doit reprendre ses droits, les résolutions de l'ONU doivent être appliquées. L'Europe, la France doivent faire pression pour que ces résolutions prennent corps, alors seulement la colombe de la paix retrouvera des oliviers pour se poser.

Au gré des pas ...

La gauche bétonne ...la droite construit ...



Les logements des Sayettes et les nouvelles villas

Avenue de Chamrousse, 5 villas sur les terrains d'une ancienne ferme, c'est sans doute une évolution inévitable.

Mais que n'a-t-on entendu quand la Municipalité précédente a réhabilité le local voisin, inutilisé depuis près de 20 ans.

Déchetterie menacée ?

Collecter les déchets divers de notre consommation en les triant, en vue de les recycler, coûterait trop cher aux yeux de certains élus. La déchetterie, si utilisée par tous les Meylanais, va-t-elle fermer sous le prétexte d'agrandir le Centre technique?

Voyage

On aime mieux s'intéresser aux oiseaux migrateurs qu'aux "gens du voyage". Surtout si ceux-ci se rapprochent de nos lieux de vie. Les mouvements de protestation au campus, pour compréhensibles qu'ils soient, l'attestent. Et pourtant, comme tout groupe différent de nous, les Tziganes ont droit à des conditions de vie décentes. C'est ce à quoi chaque Maire est appelé à contribuer dans le cadre du Schéma départemental d'accueil. **A Meylan, comme ailleurs !**

Des riverains inquiets

L'ouverture du centre de recherche de SUN MICROSYSTEMS dans la ZIRST côté Montbonnot, va considérablement aggraver la circulation dans le bas du Quartier du Charlaix.

Comment va-t-on écouler le trafic généré par cette implantation ?

La RD11M qui devrait relier les deux parties de la ZIRST est repoussée par la municipalité. Le Centre ouvre bien cet été et la circulation déjà beaucoup trop importante dans le quartier, va s'intensifier.

Cela ne semble pas poser problème aux municipalités de Montbonnot et Meylan.

Les riverains, quant à eux, sont inquiets !

Le drame de Nanterre

A la suite du drame de Nanterre où de nombreux élus ont été tués en pleine séance du conseil municipal.

Les élus de MeyDIA ont envoyé une lettre à leurs collègues pour exprimer leur émotion et leur soutien.



Tibet

Meylan avait coutume de hisser le drapeau tibétain pour dénoncer l'invasion par la Chine de ce pays le 10 mars 1959.

La commune avait choisi également de parrainer un prisonnier politique tibétain, et adressait régulièrement des lettres au gouvernement chinois.

La parole aux élus de MeyDIA

Par leur présence et leur travail au Conseil Municipal, nos 6 élus connaissent bien les problèmes actuels de la commune.

Ils nous en informent, donnent leur avis et formulent leurs propositions.



Jean Xavier BOUCHERLE



Edwige LAFORET

Faire sans eux !

Depuis juin 1999, un groupe de concertation gérontologique analyse les besoins, fait des propositions et informe sur les actions en cours. Il est composé d'élus, de professionnels, de personnes âgées, d'associations représentant les personnes âgées et d'associations de quartier.

Ce groupe a suivi la mise en place d'un lieu de soutien aux familles, le renforcement de l'aide à domicile, le projet d'agrandissement de la Maison de Personnes Agées, l'accueil de jour. Il a aussi réfléchi sur la solitude et l'isolement de nos aînés.

Mis en sommeil en mars 2001, il a été relancé à l'automne dernier avec le projet de pôle gérontologique, prévu sur le terrain du Centre Théologique. La quatrième réunion, prévue le 18 mars 2002, avait à l'ordre du jour, la présentation de l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) et la refonte du guide gérontologique réalisé en 1999.

Mais les élus ont décidé que le travail se ferait en comité restreint (au sein de services municipaux) et qu'une ou deux rencontres par an du groupe de concertation seraient suffisantes.

Le problème du vieillissement ne concernerait-il donc que des spécialistes ?

Les Meylanais n'ont-ils plus leur mot à dire à propos des solutions à envisager pour répondre aux situations d'isolement et de dépendance des personnes âgées ?

Nous sommes inquiets car un des derniers lieux de concertation sur notre commune est en voie de disparition. Les Meylanais ne sont plus associés à la définition de leur avenir.

Quel respect pour nos aînés traduit cette attitude ?

Quelle place leur fait la municipalité de Meylan ?

"Nos aînés méritent considération"* n'est-il plus à l'ordre du jour ?

** " Nos aînés méritent considération " journal de campagne de Mme TARDY , mars 2001*

" Chacun doit demeurer l'acteur de son quotidien et nous pensons que la municipalité n'a pas pour fonction de lui imposer tel ou tel système. ... " profession de foi de Mme TARDY du 11 mars.



Benoît MOLLARET



Thierry PAGNIER

Les vérités ne sont pas toutes bonnes à dire !

Lors du dernier conseil municipal, Marie-Christine Tardy s'est livrée en fin de séance à une longue critique contre MeyDIA et ses publications : le site (www.meydia.org) et le journal. Elle a cité pèle mèle tout ce qui ne lui a pas plu depuis un an. Son ton était moralisateur et franchement détestable. Son intervention a été relayée par deux de ses adjoints qui en ont rajouté sur le même registre.

Marie-Christine Tardy ne supporte pas les vérités qui la dérangent. Pendant les séances du conseil municipal, elle adopte souvent un ton condescendant lorsqu'elle s'adresse aux représentants de l'opposition ou encore elle cherche à intimider chaque fois qu'un article publié ne lui est pas favorable. Nous n'acceptons pas le comportement de notre Maire.

Nous continuerons à utiliser notre droit d'expression et à exercer notre esprit critique pour vous faire part de tout ce qui va et ne va pas dans notre commune.

La teneur des échanges lors des séances du conseil municipal ne nous semble pas à la hauteur du débat que nous devrions avoir : nous sommes réunis pour discuter et décider des affaires de la commune.

Nous ne sommes pas là pour recevoir des attaques régulières sur des sujets qui ne sont pas inscrits à l'ordre du jour.

Nous sommes choqués par certaines paroles à la limite injurieuses prononcées par Marie-Christine Tardy à propos des fonctionnaires.

Venez assister à un prochain conseil municipal pour vous faire une idée !



Bernard SOULAGE



Philippe VAUQUOIS

Abonnés absents

Les conseils communautaires sont publics, les compte-rendus également.

En examinant avec attention ceux-ci on remarque que sur 11 conseils depuis un an, Marie-Christine Tardy ne fut présente que 3 fois, et que quatre fois un seul élu Meylanais était présent. Cette marque forte de désintérêt tranche avec l'usage en vigueur : les maires des communes, de droite comme de gauche, sont très présents car c'est la bonne façon de défendre les intérêts de leur commune. Il est également normal que les vice-présidents (le Maire de Meylan a demandé à assurer cette responsabilité) soient présents pour présenter et défendre leurs dossiers. Marie-Christine Tardy en conseil municipal, interrogée par sa propre majorité, a mis en avant les incompatibilités avec son engagement à la Région. Une fois de plus on constate que le cumul des mandats pose problème.